

Bègles : comment les anciens de la Papeterie encaissent l'abandon de leur projet

Lecture 2 min

[Accueil](#) [Sud Ouest](#) [Éco](#) [Emploi](#)



L'association des anciens travaillait à un projet de reprise depuis le printemps 2021. © Crédit photo : D. B.

Par Daniel

Bozec

d.bozec@sudouest.fr

Publié le 23/02/2022 à 17h03

Une bonne part d'amertume, mais aussi quelques certitudes affichées : si Global Hygiène leur a été préféré pour la reprise de l'usine, les ex-salariés se disent prêts à « délocaliser » leur projet

Entre soupirs et convictions. Ces anciens salariés de la Papeterie de Bègles ont voulu croire à une reprise du site, fermé en mars 2021, autour d'un projet coopératif de transformation de vieux papiers en matériau d'isolation. Fin décembre, le groupe Etex leur préférait celui de l'industriel Global Hygiène, sonnait le glas de leurs ambitions. Ou pas, à écouter le premier cercle de l'association Avenir Papeterie de Bègles, à nouveau réuni dans les murs de la Filpac-CGT, à la Bourse du travail, et résolu à s'en aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte.

« En six mois de travail, on a acquis une compétence, une expertise de la filière », défend d'emblée Jean-Jacques Bordes, ancien consultant du cabinet Secafi. « On peut faire gagner du temps à une papeterie intéressée dans la connaissance du produit, du process et des relations inachevées qu'on a nouées avec des clients », résume-t-il. Entre la valorisation des 100 000 tonnes de vieux papier de Nouvelle-Aquitaine en partie expédiées par camions en Espagne et la constitution d'une filière d'isolation « bio-sourcée », « peut-être qu'on ne nous a pas considérés comme crédible, mais le projet, il l'est, et ça, personne ne le conteste ».

Papeterie de Bègles : Etex met en avant « la robustesse financière et technique » de Global Hygiène

La moitié des salariés ont retrouvé un emploi, affirme le groupe Etex

« D'autres régions papetières »

Dans les rangs de l'association, qu'ils soient ex-papetiers ou consultants bénévoles, les uns et les autres n'hésitent toutefois plus à contre-attaquer, regrettant un soutien exprimé du bout des lèvres par leurs interlocuteurs, notamment politiques : « Il aurait fallu aller plus loin et ne pas se retrancher derrière des arguments contestables de neutralité entre deux projets soi-disant concurrents ou de manque de solidité financière », font-ils valoir dans leur dernier communiqué.

« On ne peut pas juger un projet plus intéressant ou plus robuste sous prétexte qu'il a l'antériorité », poursuit de vive voix Bernard Fournié, ex-dirigeant dans l'agro-alimentaire, assurant à nouveau que le tour de table financier, évalué à « 15-16 millions d'euros », était en cours de constitution. À l'heure où Bordeaux peut se targuer d'être la « capitale mondiale de l'économie sociale et solidaire », Claude Duthil s'étonne au passage de ne pas avoir trouvé en chemin le soutien le maire de Bordeaux Pierre Hurmic, par ailleurs président du conseil d'administration d'Euratlantique, qui forme avec Global Hygiène un attelage auquel les « ex-Papeteries » avaient eux-mêmes songé.

Démantèlement de la machine à papier, calendrier de Global Hygiène, centre de formation hypothéqué, etc. Si les interrogations comme les récriminations affluent dans la conversation, l'association « va perdurer », prévient son président. « Dans l'intérêt des anciens salariés », au nombre de « 51 » sur 91 « en formation longue, recherche d'emploi ou projet dit de vie », mais aussi avec l'idée de voir aboutir la démarche, y compris en la délocalisant « dans d'autres régions papetières ». Après avoir « démontré notre capacité à produire des idées », « on prend notre bâton de pèlerin », quitte à y aller « tout seul », soutient Claude Duthil.